

Accord professionnel
INTERMITTENTS DU SPECTACLE

ACCORD DU 1^{ER} NOVEMBRE 2008
RELATIF À LA TAXE D'APPRENTISSAGE ET AU DÉVELOPPEMENT
DE L'APPRENTISSAGE
NOR : ASET0851270M

Etant entendu que :

L'association professionnelle du spectacle et de l'audiovisuel (APDS) est habilitée, par arrêté du 9 février 2004, à collecter les versements des entreprises pouvant donner lieu à exonération de la taxe d'apprentissage au niveau national dans les secteurs d'activité : théâtre, cinéma, audiovisuel, multimédia ;

L'APDS est l'organisme collecteur de la taxe d'apprentissage compétent pour les intermittents du spectacle ;

L'organisation de la collecte des contributions légales dues sur les salaires versés aux intermittents du spectacle bénéficient le plus souvent de modalités particulières pour tenir compte de la spécificité de l'organisation de l'emploi de ces salariés ;

Ainsi, l'article L. 954 du code du travail stipule que « une convention ou un accord professionnel national étendu peut prévoir pour ces salariés intermittents une participation unique au développement de la formation professionnelle » ;

Les partenaires sociaux, soucieux de favoriser le développement de l'apprentissage comme l'accès aux emplois des entreprises du spectacle, du cinéma, de l'audiovisuel, décident de confier la collecte de la taxe d'apprentissage et de la contribution au développement de l'apprentissage, dues sur les salaires versés aux intermittents du spectacle à l'APDS, organisme collecteur de la taxe d'apprentissage de la profession.

Article 1^{er}

Les employeurs assujettis à la taxe d'apprentissage qui occupent un ou plusieurs salariés intermittents du spectacle au sens de l'article L. 954 du code du travail versent cette taxe d'apprentissage et la contribution au développement de l'apprentissage à l'APDS.

Article 2

Les employeurs assujettis à la taxe d'apprentissage et qui relèvent de l'article L. 620-9 du code du travail versent la taxe d'apprentissage et la contribution au développement de l'apprentissage au GUSO.

Article 3

La taxe d'apprentissage est calculée au taux applicable par l'employeur, à savoir :

- pour les intermittents occupés dans un établissement situé dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin ou de la Moselle, le taux est de 0,26 % ; si l'employeur occupe plus de 250 salariés et n'occupe pas un nombre suffisant de jeunes de moins de 26 ans dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, ce taux est porté à 0,312 % ;
- pour les intermittents occupés dans les autres départements, le taux est de 0,50 % ; si l'employeur occupe plus de 250 salariés et n'occupe pas un nombre suffisant de jeunes de moins de 26 ans dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, ce taux est porté à 0,60 %.

Article 4

Outre la taxe d'apprentissage, tous les employeurs versent la contribution au développement de l'apprentissage au taux de 0,18 %.

Article 5

Conformément à l'article L. 118-2-1 du code du travail, l'employeur peut désigner une ou plusieurs écoles destinataires du quota ou du hors-quota disponible, sous réserve que :

- chaque école désignée soit habilitée à percevoir de la taxe d'apprentissage ;
- chaque montant soit compatible avec le pourcentage disponible en fonction des diplômes délivrés par l'école choisie ;
- chaque montant soit au moins égal à 100 €.

Article 6

La commission de répartition de l'APDS comprenant des organisations professionnelles d'employeurs et des syndicats de salariés signataires de cet accord donnera son avis sur la répartition de la partie non affectée de la taxe d'apprentissage aux centres de formation d'apprentis et aux établissements d'enseignement.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension de cet accord, qui entrera en vigueur pour les salaires versés à compter du 1^{er} janvier de l'année de la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} novembre 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FESAC ;

STP.

Syndicats de salariés :

FASAP-FO ;

F3C-CFDT ;

FNSAC-CGT ;

CFTC ;

CFE-CGC culture et communication.